



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Avril 2026



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

Avril 2026

SOMMAIRE

PRINCIPAUX MESSAGES	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	4
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	4
1.3. Marchés des matières premières	5
1.4. Marchés financiers	8
II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	9
2.1. Production et demande de biens et services	9
2.2. Inflation	12
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE	14
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	14
3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle	14
3.3. Monnaie	15
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	16
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	16
4.2. Marché des titres de la dette publique	17
V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA	18
5.1. Croissance	19
5.2. Monnaie	19
5.3. Inflation	20
ANNEXES STATISTIQUES	21

PRINCIPAUX MESSAGES¹

1. Évolutions récentes

En mars 2026, la conjoncture internationale a été marquée par le conflit en Iran. Dans ce contexte, les données PMI signalent un ralentissement de la dynamique de l'activité en mars 2026. Ainsi, la croissance a décéléré aux États-Unis et en zone euro, en lien avec le repli du secteur des services. En Chine, l'activité du secteur privé a progressé à un rythme moins soutenu, tandis qu'elle s'est légèrement redressée en Afrique du Sud.

Aux **États-Unis**, la croissance s'est modérée en mars 2026, sous l'effet du fléchissement de la production dans le secteur des services, partiellement compensé par une amélioration de la production manufacturière. En **zone euro**, la croissance a également ralenti, en lien avec le recul de l'activité dans les services, en dépit de la poursuite de l'expansion dans le secteur manufacturier.

En **Chine**, la dynamique de l'activité du secteur privé s'est atténuée en mars 2026. En **Afrique du Sud**, l'activité s'est légèrement redressée, mettant fin à six mois consécutifs d'absence d'expansion.

En Afrique de l'Ouest, l'activité du secteur privé est restée en expansion au **Nigeria** en mars 2026, mais à un rythme plus modéré. Au **Ghana**, elle a renoué avec la croissance en mars 2026, après deux mois de contraction, portée par une reprise des nouvelles commandes.

En mars 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 0,2% en variation mensuelle et celui des prix des principaux produits alimentaires importés a augmenté de 6,3%.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a maintenu sa dynamique en février 2026, portée par l'amélioration de l'activité dans les secteurs des bâtiments et travaux publics (BTP) et des services marchands non financiers. Le taux d'inflation est, pour sa part, ressorti à 0,1% en mars 2026, en hausse de 0,2 point de pourcentage (pdp) par rapport au niveau de -0,1% enregistré le mois précédent.

Le taux d'intérêt moyen à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 3,85% en mars 2026, en baisse de 38 points de base (pdb) par rapport à son niveau de février 2026 (4,23%). Les conditions appliquées par les banques à la clientèle ont enregistré une hausse de 15 pdb par rapport au mois précédent, passant de 6,93% à 7,08%, contre 6,79% un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une progression de 17,9%, en glissement annuel, à fin février 2026, après une augmentation de 18,8% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement des actifs extérieurs nets (+165,8%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+4,4%).

2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 6,5% au premier trimestre 2026, après une croissance de même ampleur au quatrième trimestre 2025. Cette évolution serait tirée par le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que par la bonne campagne agricole. Les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 1,1% en avril 2026, puis à 1,4% en mai 2026. Cette progression traduirait les effets des perturbations de la chaîne de distribution des produits alimentaires, liées à la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union et l'impact de la crise au Moyen-Orient, à travers notamment le renchérissement des produits pétroliers et du fret.

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 20 avril 2026.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

Les indices PMI indiquent un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale en mars 2026. Le secteur privé a progressé à un rythme plus faible aux États-Unis et en zone euro, en raison d'un fléchissement dans les services. En Chine, l'expansion s'est poursuivie à un rythme modéré, tandis qu'en Afrique du Sud, l'activité a renoué avec la croissance.

Aux **États-Unis**, l'indice PMI composite s'est établi à 50,3 points en mars 2026, après 51,9 points en février. Ce ralentissement de l'activité est imputable au fléchissement de la production dans le secteur des services, en partie compensé par une amélioration dans le secteur manufacturier. En **zone euro**, l'indice PMI composite est ressorti à 50,7 points en mars 2026, après 51,9 points le mois précédent. Cette décélération reflète un repli de l'activité dans le secteur des services, alors que la production manufacturière a continué de progresser.

Dans les pays émergents, l'indice PMI composite de la **Chine** a atteint 51,5 points en mars 2026, après 55,4 points en février, en lien avec une décélération de la croissance dans les secteurs manufacturier et des services. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite s'est établi à 50,8 points en mars 2026, après 50 points en février, signalant une légère amélioration de la conjoncture, la première depuis six mois.

S'agissant des pays voisins de l'UEMOA, l'indice PMI composite du **Nigeria** est ressorti à 51,9 points en mars 2026, après 53,2 points en février. La hausse des coûts des carburants a freiné la progression de la production. Au **Ghana**, l'indice composite s'est établi à 51,4 points en mars 2026, après 49,2 points en février, indiquant un retour à l'expansion après deux mois consécutifs de contraction, soutenu par l'amélioration des nouvelles commandes.

1.2. Actions des banques centrales

Les banques centrales conservent une orientation prudente de leur politique monétaire, dans un environnement toujours marqué par de fortes incertitudes, liées à la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Au niveau des **pays avancés**, la **Réserve fédérale américaine (FED)** a maintenu, le 29 avril 2026, ses taux directeurs dans la fourchette cible de 3,50% à 3,75% pour la troisième réunion consécutive, conformément aux attentes des marchés. La FED a relevé que l'évolution de la situation au Moyen-Orient contribue à un niveau élevé d'incertitude quant aux perspectives économiques. L'institution a réaffirmé qu'elle évaluera attentivement les prochaines données économiques, l'évolution des perspectives et l'équilibre des risques afin de définir l'orientation appropriée de sa politique monétaire. La **Banque Centrale Européenne (BCE)** a opté pour le statu quo lors de sa réunion du 30 avril 2026. Le taux de la facilité de dépôt, principal taux directeur de la BCE, celui des opérations principales de refinancement et celui de la facilité de prêt marginal restent fixés respectivement à 2,00%, 2,15% et 2,40%. La BCE a abaissé ses prévisions de croissance, anticipant une progression du PIB de 0,9% en 2026 (contre 1,2%), freinée par l'instabilité géopolitique. L'inflation est désormais attendue au-dessus de l'objectif de 2,0%, avec un taux projeté à 2,6% en 2026 et un retour à 2,0% en 2027, contre des estimations de 1,9% en décembre 2025.

Dans les **pays émergents**, la **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a laissé son principal taux directeur inchangé à 6,75%, le 26 mars 2026, en raison des risques de hausse de l'inflation liés au conflit au Moyen-Orient. L'inflation devrait atteindre environ 4% au deuxième trimestre 2026, sous l'effet de la montée des prix des carburants, avant de se replier progressivement vers la cible de 3% d'ici à fin 2027. La **Banque populaire de Chine (PBoC)** a maintenu ses taux directeurs pour le 11^e mois consécutif le 20 avril 2026. Cette décision s'explique par une

croissance économique solide et une inflation en hausse, réduisant le besoin d'un assouplissement monétaire. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an est resté à 3,00% et le LPR à cinq ans, taux de référence pour les prêts hypothécaires, est demeuré à 3,50%. La croissance du PIB a atteint 5,0% au premier trimestre 2026, soit le haut de la cible annuelle, soutenue par des réserves pétrolières importantes et un mix énergétique diversifié.

Dans les **pays en développement**, la **Banque du Ghana (BoG)** a réduit son taux directeur de 150 points de base à 14,00% lors de sa réunion du 18 mars 2026 pour la cinquième fois consécutive, ramenant ainsi les coûts d'emprunt à leur plus bas niveau depuis février 2022. Selon la BoG, la faible inflation et les conditions intérieures favorables ont permis de procéder à une nouvelle baisse, en dépit des risques liés au conflit au Moyen-Orient. La **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a décidé, à l'issue de sa réunion du 2 avril 2026, de maintenir inchangés ses taux directeurs. Le taux des appels d'offres reste ainsi fixé à 4,75%, celui de la facilité de prêt marginal à 6,25%, et celui de la facilité de dépôt à 0%. Les coefficients des réserves obligatoires sont, pour leur part, reconduits à leurs niveaux actuels, soit 7,00% sur les exigibilités à vue et 4,50% sur les exigibilités à terme. Cette décision s'inscrit dans un contexte marqué par les tensions au Moyen-Orient et par des perspectives économiques sous-régionales moins favorables, avec une croissance attendue à 2,9% en 2026, contre 3,5% en 2025.

Tableau 1 : Synthèse des actions des principales banques centrales

	Variation du taux directeur en 2025 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 avril 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mars 2026 (%)
Pays avancés					
États-Unis	-75	0	{3,50-3,75}	2,0	3,3
Zone euro	-75	0	2,00	2,0	2,6
Pays émergents					
Chine	-10	0	3,00	3,0	1,0
Afrique du sud	-100	0	6,75	{3,0 - 6,0}	3,0
Pays en développement					
Nigeria	-50	-50	26,50	{6,0 - 9,0}	15,4
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	3,2
CEMAC *	-25	0	4,75	-	2,8

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; * taux d'inflation annuel 2026

1.3. Marchés des matières premières

En mars 2026, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA s'est renforcé de 0,2%, en raison principalement de la hausse des cours des produits énergétiques.

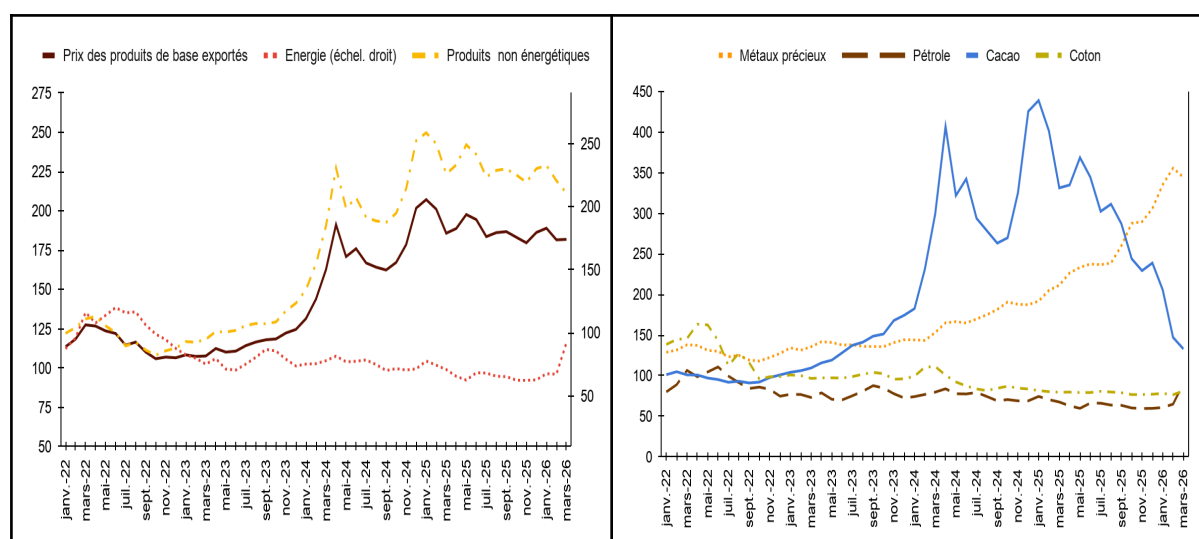
L'indice des prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA a progressé de 0,2% en mars 2026, après un repli de 3,9% un mois plus tôt. Cette évolution est principalement imputable au regain des cours des produits énergétiques, en particulier le **pétrole** (+39,3%) et le **gaz naturel** (+24,2%). Cette dynamique a été soutenue par l'augmentation des prix des **huiles de palme** (+11,2%) et de **palmiste** (+6,4%), du **coton** (+6,0%), du **caoutchouc** (+5,2%) et du **phosphate** (+5,1%). À l'inverse, les cours du **cacao** (-9,6%), du **zinc** (-4,3%), de l'**uranium** (-4,0%), de l'**or** (-3,2%) et du **café** (-2,2%) ont reculé sur la période.

La hausse des cours du **pétrole** s'explique par l'intensification du conflit au Moyen-Orient, qui a entraîné d'importantes perturbations de l'offre, notamment en raison d'attaques ciblant les infrastructures énergétiques et de la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz, point stratégique pour

les exportations mondiales. Dans le même sillage, les prix du **gaz naturel** ont fortement augmenté, en lien avec l'interruption prolongée des livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Golfe, consécutive à la mise hors service de la plus grande usine au monde de GNL, située au Qatar. Les cours des **huiles de palme** et de **palmiste** ont été soutenus par le renchérissement de l'énergie, qui stimule la demande de biodiesel, ainsi que par le dynamisme de la demande internationale. La montée des prix du **coton** s'explique par une demande extérieure solide, notamment en provenance de la Chine, ainsi que par des perspectives de production dégradées aux États-Unis en raison de conditions climatiques défavorables. Les cours du **caoutchouc** naturel se sont raffermis, sous l'effet de contraintes d'offre en Asie du Sud-Est liées aux aléas climatiques, auxquelles s'ajoute un effet de substitution lié à la hausse du coût du caoutchouc synthétique, induite par le renchérissement du pétrole. Les prix des engrais, en particulier le **phosphate**, ont fortement augmenté dans un contexte de perturbations majeures des flux commerciaux mondiaux. La guerre au Moyen-Orient a contribué à la flambée des prix du gaz naturel, intrant clé dans leur production, tout en limitant les exportations via le détroit d'Ormuz.

En revanche, les cours du **cacao** ont fléchi, en raison de perspectives d'offre abondante en Afrique de l'Ouest, soutenues par des conditions météorologiques propices et un niveau élevé de stocks. De plus, la faiblesse de la demande a accentué la pression à la baisse sur les prix. Les prix du **café** ont reculé, sous l'effet d'une amélioration des disponibilités mondiales, liée notamment à de bonnes conditions de production au Brésil et à une hausse des exportations vietnamiennes. Les cours du **zinc** se sont repliés en raison d'un excédent d'offre attendu, en lien avec l'entrée en production de nouveaux projets miniers et l'augmentation des capacités de production de certains grands acteurs, alors que les incertitudes liées aux tensions géopolitiques continuent de peser sur les perspectives de demande. Les prix de l'**uranium** ont fléchi dans un climat d'aversion au risque sur les marchés financiers lié aux tensions géopolitiques, incitant les investisseurs à se détourner des actifs les plus spéculatifs. Les cours de l'**or** ont reculé en raison des prises de bénéfices après les niveaux élevés atteints en début d'année, ainsi que du raffermissement du dollar et de la remontée des rendements obligataires, qui ont réduit son attrait en tant que valeur refuge.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

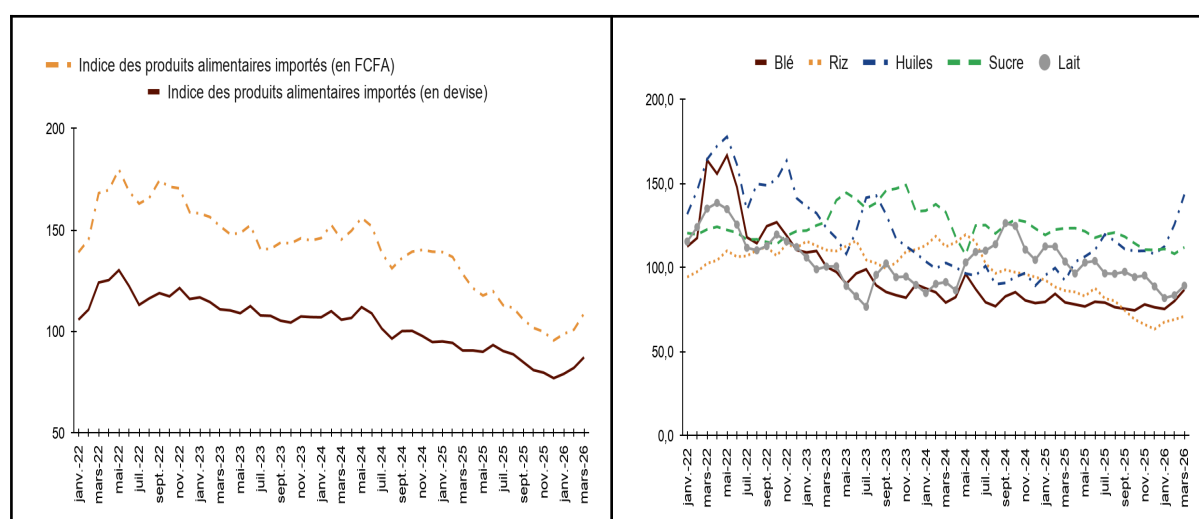
Par rapport à mars 2025, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a baissé de 2,1%, après une contraction de 9,8% le mois précédent. La diminution

concerne les prix du **cacao** (-59,9%), du **café** (-32,9%), de la **noix de cajou** (-9,1%) et du **caoutchouc** (-5,7%). En revanche, les cours de l'**or** (+62,9%), du **pétrole** (+33,9%), de l'**uranium** (+32,0%), du **bois de grume** (+10,2%), du **zinc** (+10,1%), du **gaz naturel** (+8,3%), du **phosphate** (+7,0%), des **huiles végétales** (+4,1%) et du **coton** (+2,0%) ont augmenté.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA s'est accru de 6,3%, en variation mensuelle, en mars 2026, après une hausse de 3,7% enregistrée le mois précédent. Cette évolution résulte du renforcement des cours de l'**huile de soja** (+14,2%), du **blé** (+8,4%), du **lait** (+6,8%), du **sucre** (+3,6%) et du **riz** (+3,0%).

Les prix de l'**huile de soja** ont été soutenus par le renchérissement du pétrole, qui renforce l'utilisation des huiles végétales comme biocarburant. La progression des cours du **blé** est imputable à la dégradation des perspectives de récolte liée à la sécheresse dans les zones de production aux États-Unis et à la baisse attendue des semis en Australie. Le raffermissement des prix du **lait** s'explique par une contraction saisonnière de l'offre en Nouvelle-Zélande, principal exportateur mondial. Les prix du **sucre** ont été soutenus par un arbitrage accru en faveur de la production d'éthanol au Brésil, dans un contexte de hausse des prix du pétrole. Le renforcement des prix du **riz** est attribuable à des contraintes d'approvisionnement liées aux tensions au Moyen-Orient. En effet, l'Inde, premier exportateur mondial de riz, a ralenti ses expéditions, en raison de la flambée des coûts du fret maritime et des primes d'assurance.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2025, l'indice des prix (en devise) des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est affaibli de 3,7%, après une baisse de 13,0% le mois précédent. Cette évolution est due principalement au fléchissement des cours du **riz** (-17,6%), du **lait** (-13,9%), du **sucre** (-9,2%). En revanche, les prix du **blé** (+9,5%) et des **huiles végétales** (+5,4%) se sont renforcés.

L'indice des prix exprimés en franc CFA, des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 15,1%, en variation annuelle, en raison d'une diminution des prix du **sucre** (-27,4%), du **riz** (-23,0%) et du **lait** (-19,5%), atténuée par le raffermissement des cours des **huiles végétales** (+8,0%) et du **blé** (+2,4%).

1.4. Marchés financiers

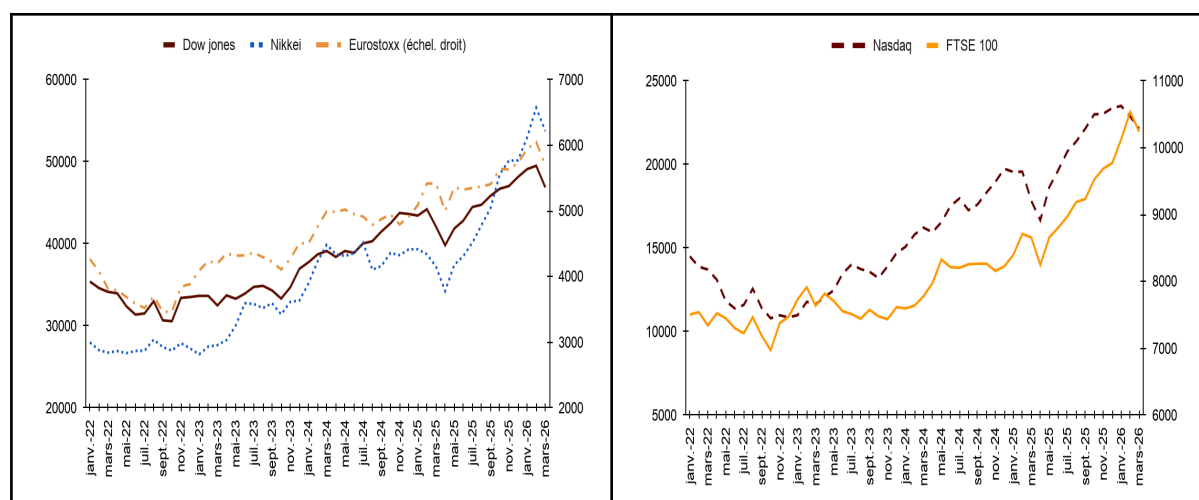
Les principaux indices boursiers des pays avancés ont reculé au cours du mois de mars 2026. L'intensification du conflit au Moyen-Orient et la hausse des prix de l'énergie alimentent les pressions inflationnistes, ce qui renforce les anticipations de resserrement monétaire et accentuent les craintes sur la croissance, pesant ainsi sur les marchés financiers.

1.4.1. Les places boursières

En mars 2026, les principaux indices boursiers des pays avancés ont enregistré une baisse. Aux Etats-Unis, les indices DOW JONES (-5,3%) et NASDAQ (-3,2%) se sont repliés comparativement à leurs moyennes du mois précédent. Les indices EUROSTOXX 50 de la zone euro (-5,9%) et CAC 40 de la France (-5,4%) se sont affaiblis par rapport à leurs niveaux de février 2026. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a régressé de 2,8%, après une hausse de 4,0% en février 2026. L'indice NIKKEI 225 du Japon a également fléchi de 5,0% d'un mois à l'autre.

En Afrique, les principaux indices boursiers ont enregistré des évolutions divergentes en mars 2026. En effet, les indices GSE du Ghana (+38,5%) et NSE du Nigeria (+8,7%) ont progressé au cours de la période sous revue. En revanche, les indices MASI du Maroc (-7,4%) et FTSE de l'Afrique du Sud (-5,5%) ont enregistré des baisses respectives de 7,4% et 5,5% sur la même période.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



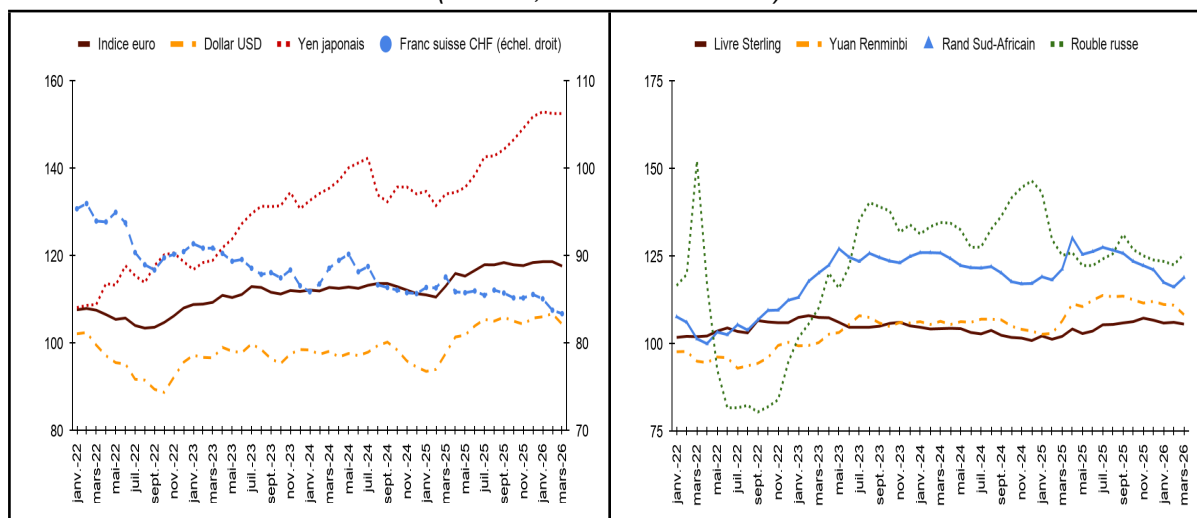
Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est légèrement déprécié (-0,9%) en mars 2026 par rapport à sa moyenne du mois précédent. Dans le détail, la monnaie des pays de la zone euro a perdu de la valeur face au dollar américain (-2,3%), au dollar australien (-1,8%), au dollar canadien (-1,8%), au franc suisse (-0,5%) et à la livre sterling (-0,5%). La devise européenne s'est également affaiblie face aux monnaies des pays émergents, notamment le yuan chinois (-2,4%). En revanche, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du rouble russe (+2,5%) et du rand sud africain (+2,3%).

Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

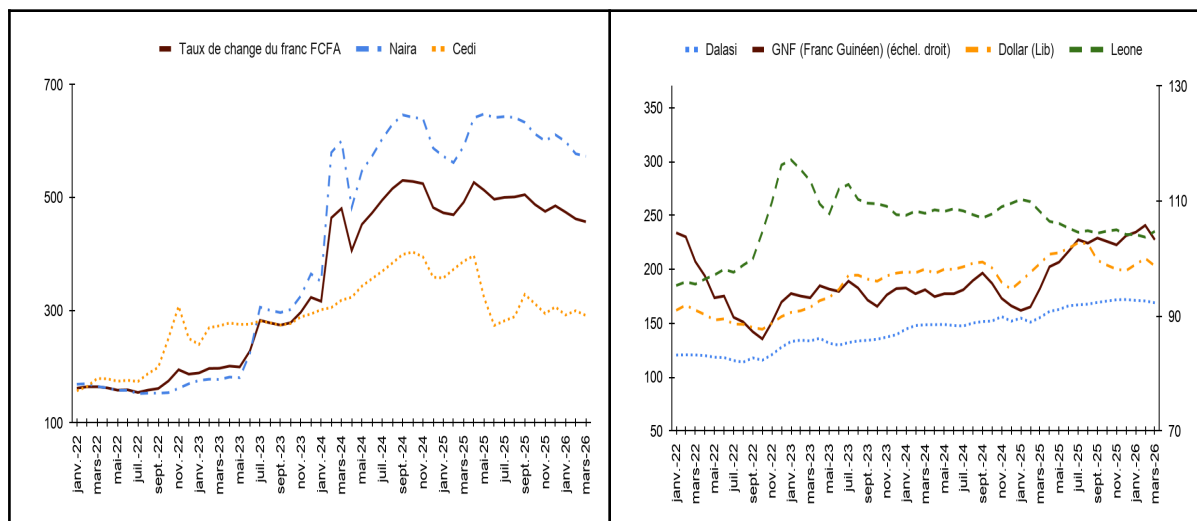


Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 1,1% en mars 2026, par rapport au mois précédent, sous l'effet de sa baisse face au dollar libérien (-3,3%), au cedi ghanéen (-2,8%), au franc guinéen (-2,4%), au dalasi gambien (-1,0%) et au naira (-0,8%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA s'est appréciée par rapport au leone (+2,3%).

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est affaibli de 7,1% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis du cedi (-24,9%), du leone (-7,2%), du naira (-3,0%) et du dollar libérien (-1,0%). En revanche, la monnaie communautaire s'est renforcée face au franc guinéen (+9,0%) et au dalasi (+8,8%).

II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs disponibles à fin février 2026 montrent que l'activité économique a maintenu sa dynamique en rythme mensuel. En effet, l'indice global du climat des affaires s'est établi à +0,8

point au-dessus de sa moyenne de long terme (100), stable par rapport au mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans l'Union, à l'exception du Mali, du Niger et du Togo. De même, l'indice des services marchands non financiers s'est renforcé de 3,1%, après une baisse de 8,4% un mois plus tôt. En revanche, l'indice de la production industrielle s'est contracté de 5,2%, en rythme mensuel, après un accroissement de 8,1%. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est affaibli de 2,4%, après une diminution de 7,3% observée le mois précédent. Quant aux services financiers, ils ont reculé de 1,1% en février 2026, après une baisse de 4,8% le mois précédent.

2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a fléchi de 5,2% en février 2026, après une augmentation de 8,1% observée le mois précédent. La baisse de la production industrielle résulte essentiellement du repli des activités extractives (-2,8 points), des activités de fabrication (-1,8 point), de la production et distribution d'électricité et de gaz (-0,3 point) ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (-0,2 point).

Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	février	janvier	février (*)	janvier	février (*)
ACTIVITES EXTRACTIVES	-4,7	-0,8	-2,8	-0,9	0,9
Extraction d'hydrocarbures	-0,3	0,0	-0,2	0,3	0,4
Extraction de minerais métalliques	-4,5	-1,1	-2,5	-2,3	-0,4
ACTIVITES DE FABRICATION	-0,5	9,2	-1,8	3,8	2,7
Fabrication de produits alimentaires	0,8	7,1	1,2	1,4	2,0
Fabrication de textiles	-0,3	1,6	-0,5	0,1	-0,1
Raffinage pétrolier, cokéfaction	-0,8	0,9	-0,3	0,6	1,1
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	-0,1	-0,1	-0,3	0,2	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DE POLLUTION	-0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1
INDICE GLOBAL	-5,7	8,1	-5,2	3,2	3,7

Source : BCEAO, (*) données provisoires

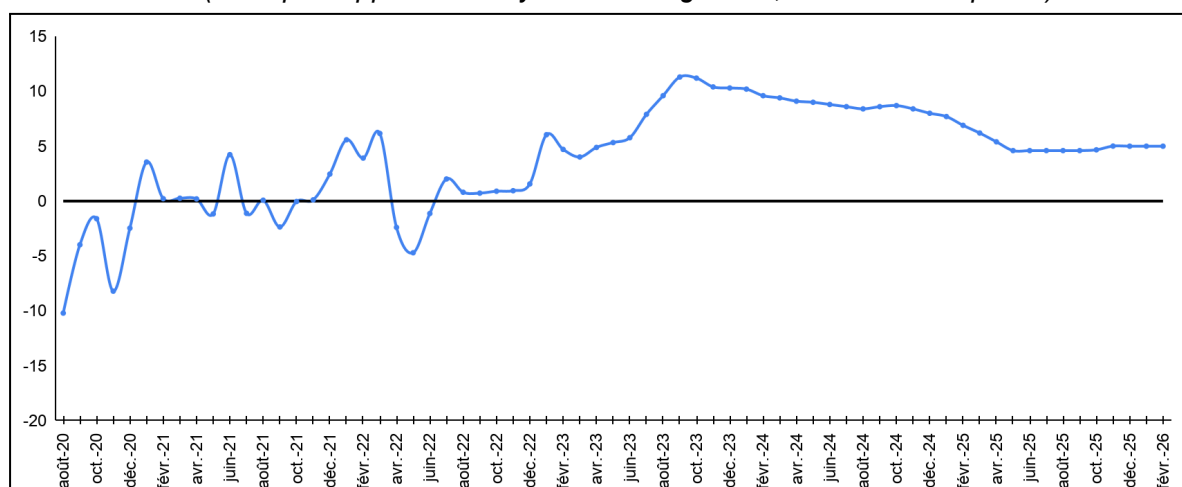
La production industrielle, en glissement annuel, s'est améliorée de 3,7% en février 2026, après une hausse de 3,2% un mois auparavant. Cette dynamique est principalement due à l'accroissement des activités de fabrication (+2,7 points), des activités extractives (+0,9 point), ainsi que de la production et distribution d'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets et de la pollution (+0,1 point).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font globalement état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en février 2026 par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +5,0 points, stable par rapport au mois précédent. Par pays, une amélioration dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+23,6 points), au Bénin (+26,3 points), au Burkina (+14,9 points), en Côte d'Ivoire (+9,0

points) et en Guinée-Bissau (+7,9 points). En revanche, un recul de l'activité a été observé au Mali (-41,8 points), au Niger (-21,8 points) et au Togo (-6,2 points).

Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires du commerce a enregistré, en variation mensuelle, une baisse de 2,4% au cours du mois de février 2026, après avoir fléchi de 7,3% le mois précédent. L'affaiblissement de l'activité commerciale, d'un mois à l'autre, est principalement lié au repli du commerce de détail (-1,3 point) et du commerce de gros et activités des intermédiaires (-1,2 point), atténué par la hausse des activités de commerce et de réparation d'automobiles et de motocycles (+0,2 point).

Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	février	janvier	février (*)	janvier	février (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,1	-0,8	0,2	0,1	0,4
Commerce de véhicules automobiles	-0,1	-0,9	0,3	-0,1	0,3
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,1	-0,8	-1,2	1,5	0,3
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,3	-0,4	-1,0	0,2	-0,5
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,1	-0,2	-0,3	0,9	0,5
COMMERCE DE DÉTAIL	-2,7	-5,6	-1,3	2,8	4,3
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,1	-0,6	-0,5	0,5	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	-2,6	-4,9	-0,8	2,3	4,2
INDICE GLOBAL	-2,9	-7,3	-2,4	4,5	5,0

Source : BCEAO, (*) données provisoires

Le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires, en glissement annuel, est ressorti à 5,0% en février 2026, après une augmentation de 4,5% le mois précédent. L'amélioration de l'activité dans le commerce est portée par le commerce de détail (+4,3 points), le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles (+0,4 point), ainsi que le commerce de gros et activités des intermédiaires (+0,3 point).

2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, l'activité des services marchands non financiers a augmenté de 3,1% en février 2026, après une diminution de 8,4% un mois plus tôt. Quant aux services financiers, ils se sont repliés de 1,1% en février 2026, après une baisse de 4,8% enregistrée le mois précédent.

Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2024	2025	2026		2026	
	février	février	janvier	Février (*)	janvier	Février (*)
Bénin	-5,0	8,8	-33,3	8,4	5,8	5,3
Burkina	-3,8	-6,1	0,5	-7,1	2,0	0,9
Côte d'Ivoire	1,1	7,1	-5,2	6,0	7,6	6,5
Guinée-Bissau	-38,2	-7,8	16,8	-7,6	1,2	1,4
Mali	-8,8	-8,7	-4,8	-4,2	3,9	8,9
Niger	-2,2	-7,7	-0,2	-1,7	5,2	12,1
Senegal	-5,6	1,2	-3,8	0,6	0,2	-0,3
Togo	-2,9	-7,5	-10,5	-7,3	2,1	2,4
INDICE GLOBAL	0,5	3,5	-8,4	3,1	6,7	6,3

Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont progressé de 6,3% en février 2026, après une augmentation de 6,7% en janvier 2026. L'accroissement du chiffre d'affaires de ces services est observé notamment au Niger (+12,1%), au Mali (+8,9%), en Côte d'Ivoire (+6,5%), au Bénin (+5,3%), au Togo (+2,4%), en Guinée-Bissau (+1,4%) et au Burkina (+0,9%). En revanche, une baisse a été observée au Sénégal (-0,3%).

Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)

Pays	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2025		2026		2026	
	janvier	février	janvier	février (*)	janvier	février (*)
Bénin	-1,1	0,5	-0,8	0,1	14,6	14,1
Burkina	-1,7	-1,6	-1,7	-1,8	14,8	14,6
Côte d'Ivoire	-9,2	-2,4	-9,4	-2,3	15,2	15,3
Guinée-Bissau	-4,3	4,7	-4,5	6,7	6,2	8,2
Mali	-11,5	-2,8	-11,3	-2,5	15,5	15,8
Niger	8,4	-8,0	8,0	-8,4	14,6	14,0
Sénégal	1,2	2,5	1,7	2,3	17,1	16,8
Togo	0,8	1,8	0,7	2,1	14,1	14,4
INDICE GLOBAL	-4,8	-1,0	-4,8	-1,1	15,4	15,4

Source : BCEAO, (*) données provisoires

S'agissant des services marchands financiers, le chiffre d'affaires s'est accru de 15,4%, en rythme annuel. Une amélioration est observée dans l'ensemble des pays, à savoir le Sénégal (+16,8%), le Mali (+15,8%), la Côte d'Ivoire (+15,3%), le Burkina (+14,6%), le Togo (+14,4%), le Bénin (+14,1%), le Niger (+14,0%) et la Guinée-Bissau (+8,2%).

2.2. Inflation

En mars 2026, le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à 0,1%, en glissement annuel. Le retour à une inflation positive est essentiellement imputable au renchérissement des services de « Transport ».

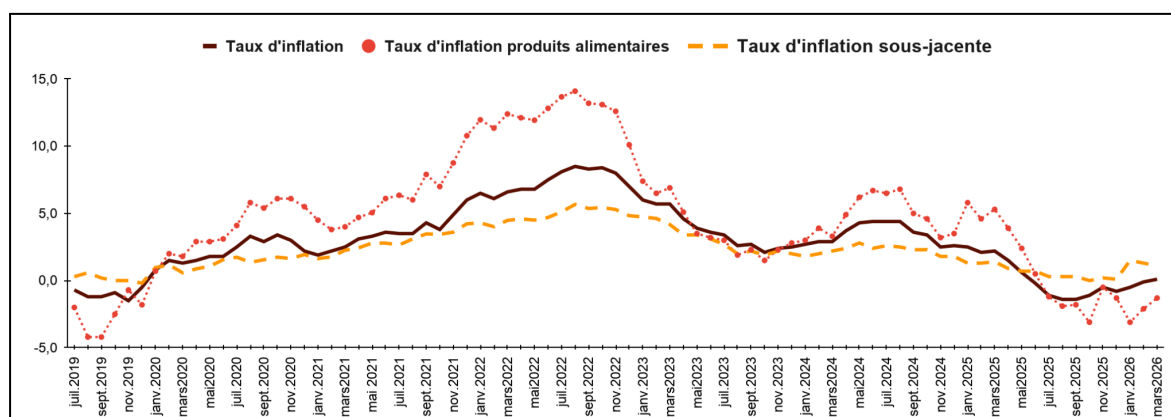
Le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 0,1% en mars 2026, soit une augmentation de 0,2 point de pourcentage (pdp) par rapport au taux de -0,1% enregistré le mois

précédent. Cette évolution est essentiellement imputable au renchérissement des services de « Transport » (+1,0 pdp contre 0,0%), accentué par une baisse de moindre ampleur des coûts des produits alimentaires (-1,3% contre -2,1%). Le ralentissement des tarifs enregistré au niveau de la division « Logement » (-0,9 pdp contre +2,4%) a modéré l'évolution haussière du niveau général des prix.

La remontée des prix au niveau de la composante « Transport » s'explique principalement par le relèvement des tarifs des carburants (+1,8 pdp) et des services de transport aérien de passagers (+9,7 pdp), en lien avec l'ajustement à la hausse des prix des hydrocarbures dans certains pays. En effet, les perturbations engendrées par l'instabilité géopolitique persistante au Moyen-Orient, qui ont entraîné une forte progression des cours des produits pétroliers (+24,7% en mars 2026 contre -20,2% le mois précédent), se sont répercutées au niveau régional, tant sur les prix officiels du carburant que sur le marché parallèle des produits pétroliers. Ainsi, le Gouvernement du Mali a procédé à une révision à la hausse des tarifs des produits pétroliers, faisant passer le prix de l'essence de 775 FCFA/litre à 875 FCFA/litre (+12,9%) et celui du gasoil de 725 FCFA/litre à 940 FCFA/litre (+29,7%), à compter du 28 mars 2026. L'atténuation de la baisse des prix dans la division « Produits alimentaires » (-1,3% contre -2,1%) reflète un repli moins prononcé du coût du poisson frais (-2,9% après -4,6%), de l'huile (-2,7% après -3,5%) et du sucre (-0,3% contre -0,9%). La modération de la hausse des prix dans la composante « Logement » (+2,4% après +3,3%) s'explique principalement par la décélération des prix du bois de chauffage (+5,5% après +11,3%) et des services pour l'entretien et la réparation du logement (+1,3% contre +2,4%).

L'analyse par pays laisse apparaître une accélération de l'inflation en Côte d'Ivoire (+2,0% après +1,9%), au Togo (+1,6% contre +0,4%), au Sénégal (+1,4% contre +0,8%) et au Mali (+0,7% après +0,6%). En outre, le taux d'inflation est demeuré positif, mais en retrait au Burkina (+0,4% contre +0,8%). En revanche, la baisse des prix est moins prononcée au Niger (-9,8% contre -10,1%), mais plus marquée en Guinée-Bissau (-4,3% contre -3,5%) et au Bénin (-0,4% contre -0,1%).

Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, s'est établi à 1,1% en mars 2026, en baisse de 0,2 pdp par rapport au niveau enregistré le mois précédent.

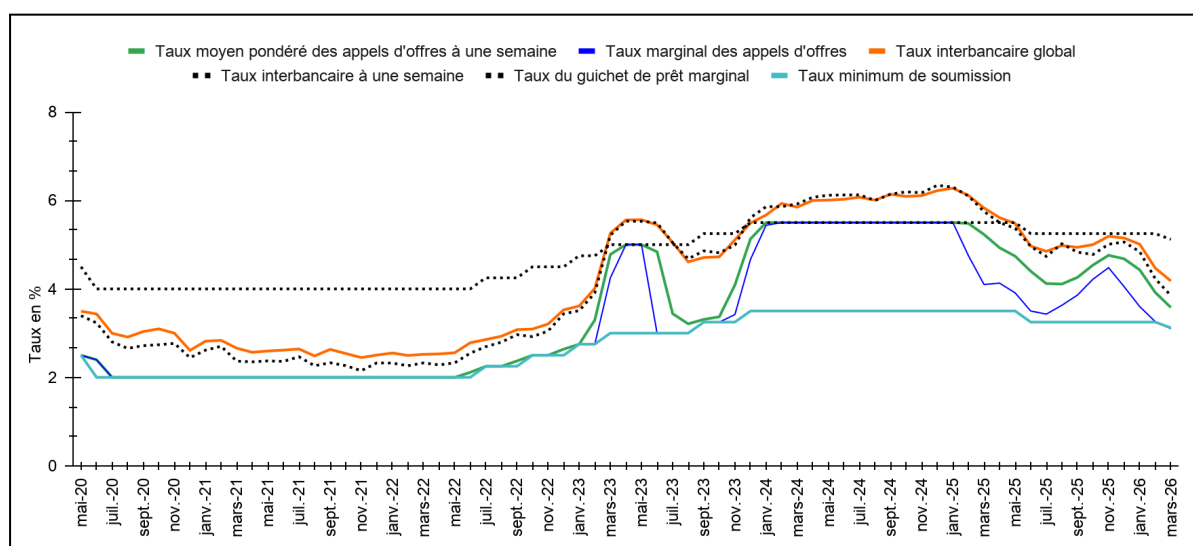
III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

Le Comité de Politique Monétaire a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 4 mars 2026, de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le principal taux directeur, auquel la Banque Centrale accorde ses refinancements aux banques, est ramené à 3,00% et le taux sur le guichet de prêt marginal à 5,00%.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Sur les guichets de refinancement de la BCEAO, le taux moyen pondéré des appels d'offres à une semaine s'est établi à 3,58% en mars 2026 après 3,92% en février 2026 et le taux marginal est ressorti à 3,10% contre 3,26% le mois précédent. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine a été de 3,85% en mars 2026, en baisse de 38 points de base (pdb) par rapport à son niveau de février 2026 (4,23%). Globalement, les échanges sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, se sont effectués en moyenne à 4,18% en mars 2026, en recul de 29 pdb par rapport à février 2026 (4,47%) et de 153 pdb comparativement à mars 2025 (5,71%).

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt appliqués par les banques à leur clientèle

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de février 2026 ont augmenté de 15 pdb par rapport aux réalisations du mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen s'est établi à 7,08%, contre 6,93% le mois précédent et 6,79% un an plus tôt. En particulier, le coût du crédit bancaire s'est accru en Côte d'Ivoire (+24 pdb), au Bénin (+24 pdb), au Burkina (+18 pdb), au Sénégal (+10 pdb), au Togo (+9 pdb) et en Guinée-Bissau (+6 pdb). Par contre, les taux se sont inscrits en baisse au Mali (-43 pdb) et au Niger (-35 pdb).

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont progressé pour ressortir à 5,39%, contre 5,26% le mois précédent, affichant une hausse de 4 pdb par rapport à février 2025 (5,35%). Par pays, la rémunération des dépôts a augmenté au Bénin (+26 pdb), au Burkina (+25 pdb), au Mali (+25 pdb) et en Côte d'Ivoire (+10 pdb), tandis qu'elle a reculé au Niger (-52 pdb), au Togo (-5 pdb), en Guinée-Bissau (-3 pdb) et au Sénégal (-1 pdb).

3.3. Monnaie

A fin février 2026, la masse monétaire a augmenté de 17,9%, en glissement annuel, après une progression de 18,8% un mois plus tôt. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont accrus respectivement de 21,4% et 16,7%, après des hausses de 20,9% et 18,2% à fin janvier 2026.

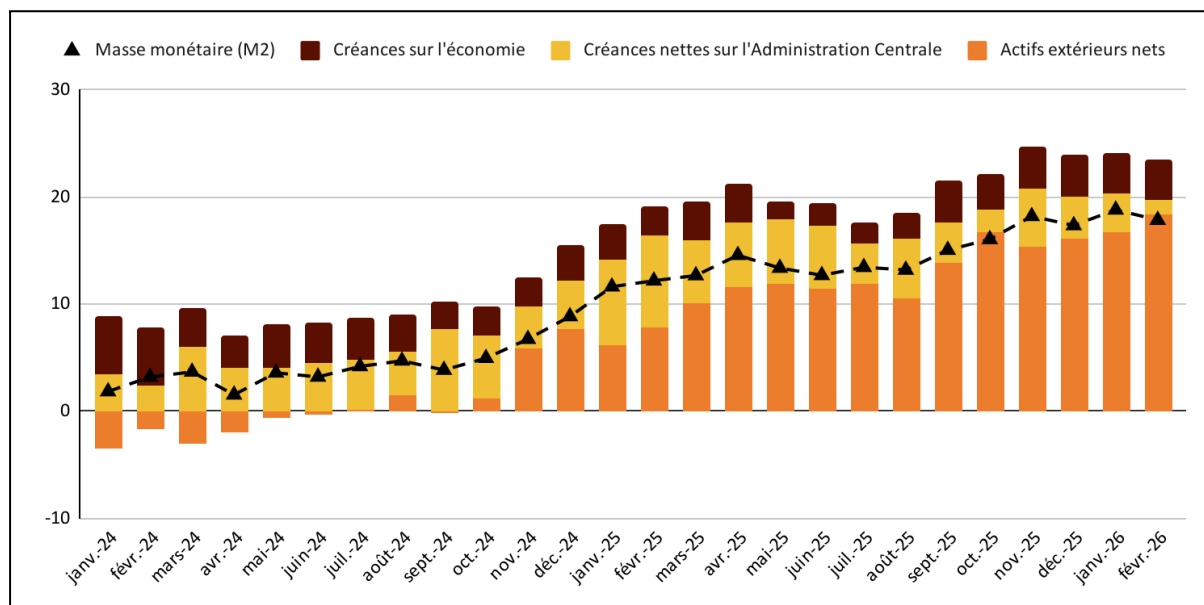
Tableau 6 : Situation monétaire à fin février 2026 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	janv.-25	févr.-25	janv.-26	févr.-26	Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
					Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	51 809,9	52 677,7	61 556,8	62 084,6	0,8	0,9	18,8	17,9
<i>Circulation fiduciaire</i>	12 508,8	12 628,3	15 119,8	15 331,3	1,3	1,4	20,9	21,4
<i>Dépôts</i>	39 301,1	40 049,5	46 437,0	46 753,3	0,7	0,7	18,2	16,7
Actifs extérieurs nets	4 833,7	5 820,6	13 504,6	15 470,2	2,1	14,6	179,4	165,8
Créances intérieures	61 820,6	61 911,8	65 635,3	64 640,2	-0,2	-1,5	6,2	4,4
Créances nettes sur APUC	26 246,4	26 466,7	28 099,2	27 177,2	0,7	-3,3	7,1	2,7
Créances sur l'économie	35 574,2	35 445,1	37 536,1	37 463,0	-0,9	-0,2	5,5	5,7

Source : BCEAO

L'accroissement de la masse monétaire à fin février 2026 résulte du renforcement en glissement annuel des actifs extérieurs nets (+9.649,6 milliards ou +165,8%) et des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+2.728,4 milliards ou +4,4%).

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.3.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin février 2026, les AEN des institutions de dépôt de l'Union ont augmenté de 9.649,6 milliards (+165,8%), en glissement annuel. La progression des AEN est liée au profil favorable des comptes extérieurs caractérisé notamment par la baisse du déficit courant et la mobilisation des ressources extérieures par les Etats.

3.3.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 4,4% à fin février 2026, après 6,2% à fin janvier 2026. Cette évolution est portée par l'augmentation des créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale (+710,5 milliards) et des créances sur l'économie (+2.017,9 milliards).

Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,7% à fin février 2026. Les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont progressé de +7,3% à fin février 2026 après +5,0% un mois plus tôt. Pour les ménages et les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM), les crédits bancaires qui leur sont accordés ont augmenté de 8,0% sur la même période, après une hausse de 8,8% enregistrée le mois précédent.

IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

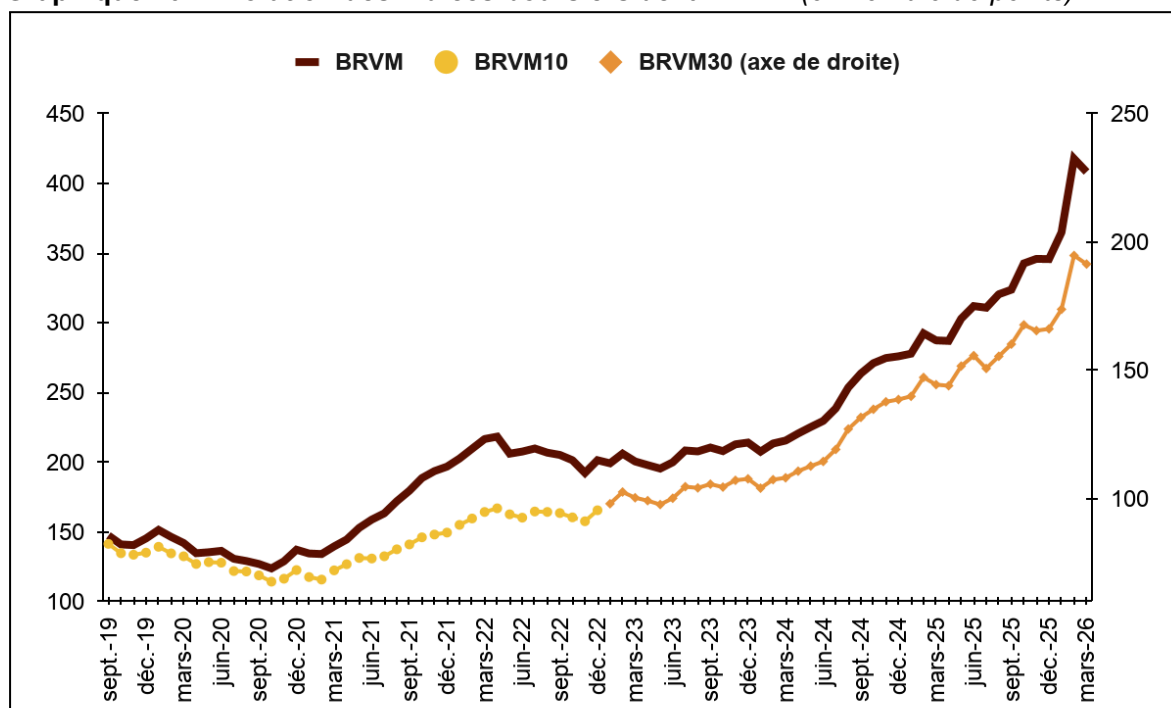
Les activités du marché boursier régional ont connu une baisse en mars 2026. Sur le marché régional des titres publics, les Etats ont mobilisé 1.836,3 milliards en mars 2026, soit une augmentation de 388,3 milliards par rapport au montant levé le mois précédent.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Sur la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), à fin mars 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 ont respectivement fléchi de 2,3% et 1,7% par rapport à leurs valeurs à fin février 2026. A la date du 20 avril 2026, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont repliés de 2,1% chacun par rapport à leur valeur de fin mars 2026.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont raffermis respectivement de 41,9% et 32,2% par rapport à leur moyenne de mars 2025.

Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

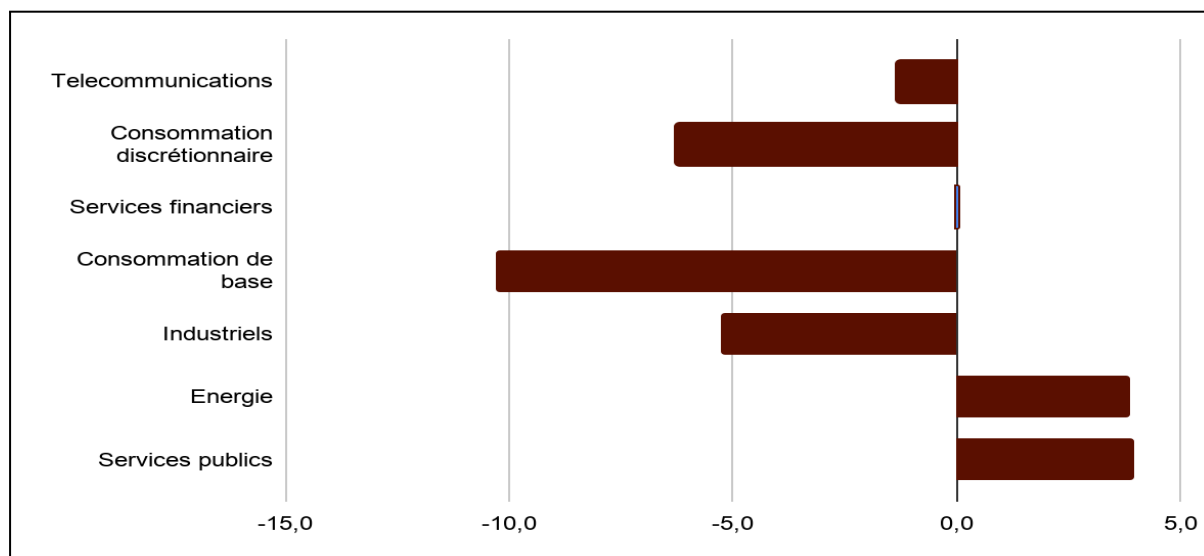


Source : BRVM

En variation mensuelle, la capitalisation boursière totale s'est améliorée de 0,5% par rapport à fin février 2026 pour s'établir à 27.711,4 milliards. Cette évolution a été imprimée notamment par la hausse des indices des branches « Services Publics » : +4,0% et « Energie » : +3,9%.

A l'inverse, les secteurs « Consommation de base » : -10,3%, « Consommation discrétionnaire » : -6,3%, « Industriels » : -5,3% et « Télécommunications » : -1,3% se sont repliés.

Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en mars 2026 (en %)



Source : BRVM

La capitalisation boursière totale a augmenté de 30,0% par rapport à fin mars 2025. La capitalisation du marché des actions s'est accrue de 46,0% à 15.740,6 milliards, tandis que celle du marché des obligations a progressé de 13,6% à 11.970,8 milliards.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois de mars 2026, les opérations sur le marché régional de la dette publique se sont soldées par une augmentation du montant global des émissions et une baisse des coûts d'emprunts.

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées au cours du mois de mars 2026 par les Etats membres de l'UMOA se sont élevées, en termes bruts, à 1.132,1 milliards, dont 483,5 milliards de bons du Trésor (42,7%) et 648,6 milliards d'obligations du Trésor (57,3%). Les ressources mobilisées ont baissé de 215,9 milliards ou 16,0% par rapport à février 2026. Cette variation s'explique par la diminution des émissions d'obligations (-302,3 milliards ou -31,8%), partiellement compensée par la hausse de celles des bons (+86,4 milliards ou +21,8%). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a progressé de 151,0 milliards ou 15,4% par rapport à la même période de l'année précédente.

Le taux de couverture² global des émissions par adjudication a augmenté pour ressortir à 253,5% contre 155,2% le mois précédent.

Le compartiment par **syndication** du marché régional des titres publics a, au cours du mois sous revue, enregistré deux opérations, pour un montant global de 704,2 milliards contre 100,0 milliards le mois précédent, soit une hausse de 604,2 milliards. S'agissant des conditions d'emprunt, le rendement moyen pondéré des obligations émises par syndication a baissé de 26 pdb, d'un mois à l'autre, pour s'établir à 6,23%.

Au total, les pays de l'Union ont mobilisé au cours du mois sous revue 1.836,3 milliards sur le marché financier régional, correspondant à une hausse de 26,8% (+388,3 milliards) par rapport

² Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

au mois de février 2026. Comparativement au mois de mars 2025, les ressources mobilisées laissent apparaître une progression de 11,7% (+192,7 milliards).

Tableau 7 : Ressources mobilisées par les États

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	mars 2025	février 2026	mars 2026	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
Bons	681,7	397,1	483,5	86,4	21,8	-198,2	-29,1
Obligations par adjudication	299,4	950,9	648,6	-302,3	-31,8	349,2	116,6
<i>Total adjudication</i>	981,1	1 348,0	1 132,1	-215,9	-16,0	151,0	15,4
<i>Obligations par syndication</i>	662,5	100,0	704,2	604,2	604,2	41,7	6,3
Total marché régional des titres publics	1 643,6	1 448,0	1 836,3	388,3	26,8	192,7	11,7
Marché des eurobonds	1 286,0	823,2	-	-	-	-	-
Total général	2 929,6	2 271,2	1 836,3	-434,9	-19,1	-1 093,3	-37,3

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Le taux d'intérêt moyen pondéré³ des bons a reculé de 77 pdb pour s'établir à 5,92% en mars 2026, contre 6,69% en février 2026. Le rendement moyen pondéré des émissions obligataires s'est replié de 8 pdb pour ressortir à 7,58% en mars 2026.

Par rapport à la même période de l'année 2025, les coûts des mobilisations des emprunts publics ont également diminué sur les deux segments. Le taux d'intérêt moyen pondéré des bons s'est contracté de 172 pdb, tandis que le rendement moyen pondéré des obligations a fléchi de 10 pdb. Ces évolutions sont imputables au renforcement de la liquidité sur le marché financier régional qui s'est traduite par l'augmentation des taux de couverture au cours du mois sous revue.

Les Etats membres n'ont réalisé aucune opération sur les marchés internationaux des capitaux au cours du mois sous revue.

Tableau 8 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États

(En point de pourcentage)

	mars 2025	février 2026	mars 2026	Variation	
				mensuelle	annuelle
Bons	7,64	6,69	5,92	-0,77	-1,72
Obligations	6,60	7,55	6,88	-0,67	0,28
<i>Par adjudication</i>	7,68	7,66	7,58	-0,08	-0,10
<i>Par Syndication</i>	6,12	6,49	6,23	-0,26	0,11
<i>Eurobonds</i>	-	7,13	-	-	-

Sources : UMOA -Titres, AMF-UMOA, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

Les perspectives économiques de l'Union monétaire restent bien orientées, mais dépendent de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des conditions climatiques. Le maintien de la confiance des chefs d'entreprise contribuerait à soutenir les performances économiques de l'UEMOA.

³ Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

5.1. Croissance

Dans les prochains mois, l'activité économique au sein de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement portée par le renforcement de la demande intérieure et des améliorations continues dans certains secteurs clés, tels que l'agriculture vivrière, les industries manufacturières, le commerce, les services non marchands, ainsi que la pêche et l'élevage.

D'après l'enquête de conjoncture de la BCEAO, les chefs d'entreprise interrogés anticipent des performances meilleures.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique en glissement annuel progresserait de 6,5% au premier trimestre 2026, après une estimation de même ampleur au quatrième trimestre 2025. Le dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que la bonne campagne agricole 2025/2026 contribueraient à renforcer la croissance dans les pays de l'UEMOA.

Sur l'ensemble de l'année 2025, le PIB de l'Union, en termes réels, progresserait de 6,7%, après une réalisation de 6,2% en 2024. L'activité économique serait soutenue par une demande intérieure robuste et une bonne tenue des productions extractives et agricoles.

Tableau 9 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA
(contribution en point de %)

	Réalizations					Estimation	Prévision
	3T2024	4T2024	1T2025	2T2025	3T2025	4T2025	1T2026
Secteur primaire	1,5	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Agriculture vivrière	5,5	6,7	6,3	6,0	6,1	6,0	6,0
Sylviculture	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Pêche et élevage	1,5	1,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1
Secteur secondaire	1,4	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Activités extractives	-0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Industries manufacturières	5,3	5,4	5,1	4,8	4,9	4,8	4,8
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
BTP	1,0	-9,6	-9,0	-8,6	-8,8	-8,6	-8,6
Secteur tertiaire	3,2	3,7	3,5	3,3	3,4	3,3	3,3
Commerce	2,1	1,9	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
Transports, postes et communications	0,2	-8,0	-7,5	-7,2	-7,3	-7,2	-7,2
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,5	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	0,7
Services non marchands	1,3	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Impôts et taxes	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Produit Intérieur Brut	6,1	7,2	6,8	6,5	6,6	6,5	6,5

Source : BCEAO

5.2. Monnaie

Les estimations situent le taux de croissance en glissement annuel de la masse monétaire de l'Union à 17,6% à fin mars 2026, après 17,9% à fin février 2026. L'amélioration de 9.397,4 milliards en variation annuelle serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 3.194,1 milliards (+5,1%), ainsi qu'à la consolidation des AEN des institutions de dépôt, attendus à hauteur de 9.767,5 milliards.

L'augmentation anticipée des créances intérieures serait liée à la hausse, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+4,2%) et à celle des créances sur l'économie (+5,8%).

Analysée sous l'angle de ses composantes, la croissance en glissement annuel de la masse monétaire reflèterait, à fin mars 2026, le renforcement des dépôts (+16,5%) et de la circulation fiduciaire (+21,3%).

5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation en glissement annuel au sein de l'Union devrait ressortir à 1,1% en avril 2026, avant d'atteindre 1,4% en mai 2026. Ces perspectives d'inflation intègrent le relèvement des tarifs des produits pétroliers en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali⁴, ainsi que leurs répercussions sur les prix du transport et des produits alimentaires. Cette évolution traduirait les effets des perturbations de la chaîne de distribution des produits alimentaires, liées à la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union et l'impact de la crise au Moyen-Orient, à travers notamment le renchérissement des produits pétroliers et du fret. Néanmoins, cette orientation haussière pourrait être partiellement contenue par un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers, favorisé par les bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026. Elle pourrait également être atténuée par les mesures que prendraient certains États en riposte aux impacts négatifs des tensions au Moyen-Orient.

Tableau 10 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 22	déc. 23	déc. 24	janv. 26	févr. 26	mars 26	avril 26	mai 26
Produits alimentaires et boissons	4,6	1,1	1,6	-1,2	-0,8	-0,7	0,4	0,5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,6	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,2	0,3
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,7	0,4	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Communication	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3
Autres biens	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	7,0	2,5	2,6	-0,5	-0,1	0,1	1,1	1,4

Sources : INS, BCEAO



⁴ Mali : essence (+12,9%) et gasoil (+29,7%), à compter du 28 mars 2026 ;
Guinée-Bissau : essence (+18,3%) et gasoil (+17,2%), à compter du 3 avril 2026 ;
Côte d'Ivoire : essence (+6,7%) et gasoil (+3,7%), à compter du 1er mai 2026.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	février	janvier	février (*)	janvier	février (*)
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	-0,1	-0,8	0,2	0,1	0,4
Commerce de véhicules automobiles	-0,1	-0,9	0,3	-0,1	0,3
Entretien et réparation de véhicules automobiles	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,1
Commerce de pièces détachées et d'accessoires automobiles	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2
Commerce et réparation de motocycles	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,1
COMMERCE DE GROS ET COMMERCE DE GROS ET ACTIVITÉS DES INTERMÉDIAIRES	-0,1	-0,8	-1,2	1,5	0,3
Activités des Intermédiaires du commerce de gros	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Commerce de gros de produits agricoles bruts, d'animaux vivants, produits alimentaires, boissons et tabac	-0,3	-0,4	-1,0	0,2	-0,5
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	-0,3	0,1	-0,3	0,3	0,3
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	0,1	-0,2	-0,3	0,9	0,5
Commerce de gros de machines, d'équipements et fournitures	0,5	-0,3	0,4	0,0	0,0
Commerce de gros non spécialisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
COMMERCE DE DÉTAIL	-2,7	-5,6	-1,3	2,8	4,3
Commerce de détail en magasin non spécialisé	-0,1	-0,6	-0,5	0,5	0,1
Commerce de détail en magasin spécialisé	-2,6	-4,9	-0,8	2,3	4,2
INDICE GLOBAL	-2,9	-7,3	-2,4	4,5	5,0

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle			Glissement annuel	
	2025	2026		2026	
	février	janvier	février (*)	janvier	février (*)
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	-4,7	-0,8	-2,8	-0,9	0,9
Extraction d'hydrocarbures	-0,3	0,0	-0,2	0,3	0,4
Extraction de minerais métalliques	-4,5	-1,1	-2,5	-2,3	-0,4
Autres activités extractives	0,1	0,1	0,0	0,6	0,5
ACTIVITÉS DE FABRICATION	-0,5	9,2	-1,8	3,8	2,7
Fabrication de produits alimentaires	0,8	7,1	1,2	1,4	2,0
Fabrication de boissons	-0,4	-1,9	-0,2	0,2	0,4
Fabrication de produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de textiles	-0,3	1,6	-0,5	0,1	-0,1
Fabrication d'articles d'habillement	0,1	0,1	0,0	0,4	0,3
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (hors meubles)	-0,4	0,4	-0,7	0,1	-0,2
Fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou en carton	0,2	0,5	0,0	-0,1	-0,4
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	0,0	0,1	-0,1	0,0	-0,1
Raffinage pétrole, cokéfaction	-0,8	0,9	-0,3	0,6	1,1
Fabrication de produits chimiques	-0,1	-0,4	-0,5	0,1	-0,3
Fabrication pharmaceutiques	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Travail de caoutchouc et du plastique	0,4	0,1	0,4	0,0	0,0
Fabrication de matériaux minéraux	-0,3	0,1	-0,2	0,1	0,2
Métallurgie	0,0	0,2	-0,2	0,4	0,2
Fabrication d'ouvrages en métaux	0,1	0,4	-0,6	0,3	-0,5
Fabrication de produits électroniques et informatiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de machines et d'équipements n.c.a	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fabrication de meubles et matelas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres industries manufacturières	0,1	-0,1	-0,1	0,2	0,0
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	-0,1	-0,1	-0,3	0,2	0,0
Production et distribution d'électricité et du gaz	-0,1	-0,1	-0,3	0,2	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION	-0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1
Captage, traitement et distribution d'eau	-0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1
Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	-5,7	8,1	-5,2	3,2	3,7

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST